

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Handelingen

Annales

INTEGRAAL VERSLAG
VAN DE OPENBARE VERGADERING VAN DE

COMPTE RENDU INTÉGRAL
DE LA RÉUNION PUBLIQUE DE LA

COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN

COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES

VAN

DU

22-12-1999

22-12-1999

AGALEV-ECOLO	:	Anders gaan leven / Ecologistes conférés pour l'Organisation de luttes originales
CVP	:	Christelijke Volkspartij
FN	:	Front National
PRL FDF MCC	:	Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone - Mouvement du citoyens pour le changement
PS	:	Parti socialiste
PSC	:	Parti social-chrétien
SP	:	Socialistische Partij
VLAAMS BLOK	:	Vlaams Blok
VLD	:	Vlaamse Liberalen en Democraten
VU&ID	:	Volksunie & ID21

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/00	:	Documents parlementaires de la 50e législature, suivi du n° et dy n° consécutif
QRVA	:	Question et Réponses écrites
HA	:	Annales (Compte Rendu intégral)
CRA	:	Compte Rendu Analytique
PLEN	:	Séance plénière
COM	:	Réunion de commission

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/00	:	Parlementaire documenten van de 50e zittingsperiode + het nummer en het volgnummer
QRVA	:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
HA	:	Handelingen (Beknopt Verslag)
BV	:	Beknopt Verslag
PLEN	:	Plenum vergadering
COM	:	Commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Place de la Nation, 1008 Bruxelles
Fax : 02/549 82 60
Tél. : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

Officiële publicaties, van de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Natieplein, 1008 Brussel
Fax : 02/549 81 60
Tel. : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Inhoud

Woensdag 22 december 1999

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE BETREK- KINGEN - COM 077

Mondelinge vraag van de heer Yvon Harmegnies aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over "de toestand in Aceh" (nr. 579)

sprekers : **Yvon Harmegnies, Louis Michel**, vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken

Mondelinge vraag van de heer Yvon Harmegnies aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over "de toestand in Marokko" (nr. 609)

sprekers : **Yvon Harmegnies, Louis Michel**, vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken

Mondelinge vraag van de heer Ferdy Willems aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over "de Duitse militaire hulp aan Turkije" (nr. 624)

sprekers : **Ferdy Willems, Louis Michel**, vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken

Mondelinge vraag van de heer Pieter De Crem aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over "de toestand van de mensenrechten in Iran naar aanleiding van de veroordeling van Abdallah Nouri en de houding van de Belgische regering in deze aangelegenheid" (nr. 649)

sprekers : **Pieter De Crem, Louis Michel**, vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken

Mondelinge vraag van mevrouw Claudine Drion aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over "de landen waarnaar een vreemdeling niet kan worden teruggezonden" (nr. 688)

sprekers : **Claudine Drion, Louis Michel**, vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken

Interpellatie van de heer Ferdy Willems tot de eerste minister over "zijn verklaring op de top van Istanbul de Belgische bijdrage aan de Organisatie voor veiligheid en samenwerking in Europa te verminderen" (nr. 188)

(Het antwoord werd verstrekt door de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken)

sprekers : **Ferdy Willems, Louis Michel**, vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken

moties

Sommaire

Mercredi 22 décembre 1999

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES COM 077

Question orale de M. Yvon Harmegnies au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la situation dans la province d'Aceh" (n° 579)

orateurs : **Yvon Harmegnies, Louis Michel**, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères

Question orale de M. Yvon Harmegnies au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la situation au Maroc" (n° 609)

orateurs : **Yvon Harmegnies, Louis Michel**, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères

Question orale de M. Ferdy Willems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "l'aide militaire allemande à la Turquie" (n° 624)

orateurs : **Ferdy Willems, Louis Michel**, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères

Question orale de M. Pieter De Crem au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la situation en matière de droits de l'homme en Iran après la condamnation de Abdallah Nouri et sur la position du gouvernement belge à ce sujet" (n° 649)

orateurs : **Pieter De Crem, Louis Michel**, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères

Question orale de Mme Claudine Drion au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les pays pour lesquels il y a impossibilité de renvoyer un étranger" (n° 688)

orateurs : **Claudine Drion, Louis Michel**, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères

Interpellation de M. Ferdy Willems au premier ministre sur "la déclaration qu'il a faite au sommet d'Istanbul concernant son intention de réduire la contribution de la Belgique à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe" (n° 188)

(La réponse a été donnée par le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères)

orateurs : **Ferdy Willems, Louis Michel**, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères

motions

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

RÉUNION PUBLIQUE DU
MERCREDI 22 DÉCEMBRE 1999

De vergadering wordt geopend om 11.40 uur door de heer **Eric Derycke**, voorzitter.

La réunion est ouverte à 11.40 heures par M. **Eric Derycke**, président.

Question orale de M. Yvon Harmegnies au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la situation dans la province d'Aceh" (n° 579)

Mondelinge vraag van de heer Yvon Harmegnies aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over "de toestand in Aceh" (nr. 579)

M. **Yvon Harmegnies** (PS) : Monsieur le président, monsieur le ministre, nous avons tous été avertis des heures mouvementées et dramatiques qu'a connues le Timor oriental dans sa lutte pour son autodétermination et son indépendance. Voici maintenant que la riche province d'Aceh, au nord de l'île de Sumatra, aspire également à son indépendance et elle se heurte, comme au Timor oriental, à l'autorité indonésienne.

Tout comme le Timor oriental, cette province a été spoliée et est sujette à la répression. Cependant, contrairement au Timor oriental, l'Aceh fait historiquement partie du territoire indonésien, ce qui ne l'a pas empêché d'être le théâtre de multiples exactions, voyant notamment ses velléités indépendantistes être matées. Elles avaient déjà été exprimées lors de rébellions menées dans le courant des années 1953 et 1962.

Par ailleurs, cette province subit également des campagnes anti-insurrectionnelles et la présence quasi permanente de troupes de combat indonésiennes. De plus, depuis le mois de mai de cette année, un regain de violence se concrétise par une succession d'affrontements entre la guérilla et l'armée indonésienne.

Afin d'éviter une situation conflictuelle semblable à celle prévalant au Timor oriental ou, encore plus proche de nous, au Kosovo, la Belgique ne pourrait-elle pas être le moteur, au sein de l'Union européenne, pour que cette

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN

OPENBARE VERGADERING VAN
WOENSDAG 22 DECEMBER 1999

dernière demande au président indonésien de mener un processus de négociation démocratique entre les parties concernées - ceci n'étant pas obligatoirement synonyme de démantèlement territorial - et enfin de s'assurer du strict respect des droits de l'homme ? Enfin, dans une optique plus globale et au lendemain des événements terribles vécus lors du récent référendum d'autodétermination au Timor oriental, quel est l'état actuel des relations diplomatiques et économiques entre la Belgique et l'Indonésie ?

M. **Louis Michel**, ministre : Monsieur le président, cher collègue, le 25 novembre dernier, le groupe de travail Asie-Océanie a adopté et publié une déclaration de la présidence, au nom de l'Union européenne, sur la situation à Aceh et l'intégrité territoriale de l'Indonésie. L'UE y soutient trois grands axes :

- l'intégrité territoriale de l'Indonésie en appelant de ses vœux une Indonésie forte, unie et démocratique et elle salue la décision du nouveau gouvernement indonésien de régler les divergences par le dialogue plutôt que par les moyens militaires;

- les efforts déployés par le gouvernement indonésien pour rechercher une issue pacifique à la situation d'Aceh;

- le travail accompli par la commission nationale des droits de l'homme pour que les responsables des violations, qu'ils soient civils ou militaires, aient à répondre de leurs actes.

Par ailleurs, le président indonésien se dit convaincu de la nécessité de dialoguer avec les indépendantistes d'Aceh. Du reste, et c'est un élément important, il a refusé récemment d'envoyer des renforts armés et de déclarer l'état d'urgence dans la province.

De plus, pour ce qui est de l'état actuel des relations entre la Belgique et l'Indonésie sur le plan diplomatique, nous apportons évidemment notre entier soutien au nouveau président, y compris dans sa politique de dia-

Louis Michel

logue à l'égard d'Aceh. Sur le plan économique, nous nous attendons à ce que les relations puissent reprendre dès que la stabilité politique du nouveau régime sera confirmée et que la crise financière sera terminée.

Le **président** : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Question orale de M. Yvon Harmegnies au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la situation au Maroc" (n° 609)

Mondelinge vraag van de heer Yvon Harmegnies aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over "de toestand in Marokko" (nr. 609)

M. Yvon Harmegnies (PS) : Monsieur le président, monsieur le ministre, au regard de l'importante communauté maghrébine établie dans notre pays et du nombre élevé de nos compatriotes d'origine marocaine, nous ne pouvons que nous réjouir des avancées démocratiques qui semblent se concrétiser au Maroc depuis l'avènement au pouvoir du jeune monarque Mohammed VI.

Force est de constater la volonté apparente de celui-ci de satisfaire aux principes liés au respect des libertés les plus fondamentales. Bon nombre de discours royaux ont ainsi mis l'accent sur les droits de l'homme et sur le déficit démocratique du régime du roi Hassan II, responsable de disparitions et de détentions arbitraires. On relève également que la promotion des libertés individuelles d'expression et d'opinion est semble-t-il inhérente à la nouvelle conception royale de l'autorité. D'ailleurs, à la suite des élections de 1998, on note que seuls quatre ministres ont pu être nommés alors qu'auparavant, le roi désignait tous les ministres du gouvernement. Certes, ce sont encore quatre postes importants, tels que les Affaires étrangères, la Justice, la Religion et l'Intérieur, mais c'est tout.

On notera également la levée progressive de la censure de la presse. Les ONG qui s'occupent des droits de l'homme sont de nouveau à pied d'oeuvre dans ce pays. On remarque également la création de micro-entreprises. Il y a une certaine évolution du ton de la presse qui marque aussi l'ouverture de ce régime. Enfin, il s'est produit un événement important, à savoir le retour de la famille Ben Barka, fin novembre début décembre, accueillie officiellement sur le territoire marocain par le ministre de la Justice. Tout cela sont des signes d'ouverture. Le 30 septembre dernier, Mohammed VI autorisait le retour au pays de l'opposant radical Abraham Serfaty, poussé également à l'exil par le roi Hassan II.

Dans la même optique, la liberté de ton, d'opinion et d'expression semble aujourd'hui admise dans les médias (TV et radio) et la presse nationale. Enfin, le 10 novem-

bre dernier, le roi Mohammed VI a posé l'acte de politique intérieure sans doute le plus révélateur en limogeant Dris Basri, l'omnipotent ministre de l'Intérieur depuis le début des années 1970, mis en place par le roi Hassan II et symbole du régime répressif.

La réforme de fond entreprise par le souverain marocain doit retenir toute notre attention. A cet égard, monsieur le ministre, que serait-il possible d'envisager en matière de coopération avec le royaume marocain ? Des accords sont-ils envisageables et de manière assez rapide ? Si tel n'était pas le cas, la Belgique ne devrait-elle pas soutenir ces signes démocratiques en encourageant ses investissements aux projets de collaboration économique dans ce pays et plus particulièrement dans la province du Rif, région déshéritée présentant un contexte socio-économique difficile ?

M. Louis Michel, ministre : Monsieur le président, cher collègue, je me réjouis évidemment des différents changements positifs intervenus au Maroc et qui n'ont échappé à personne. La contribution de l'UE sera renforcée par l'entrée en vigueur de l'accord d'association UE-Maroc qui doit intervenir en mars 2000.

Dans le cadre de la coopération financière avec le Maroc - le programme MEDA -, l'UE a pris des engagements de 480 millions d'euros pour 1998 et de 105 millions d'euros pour 1999. Pour cette dernière année, 91% des fonds MEDA sont destinés au développement de la région déshéritée du nord du Maroc, c'est-à-dire Tanger et Oujda.

Le programme de financement MEDA II, qui porte sur les années 2000 à 2006, dépendra de l'enveloppe globale qui sera dégagée dans le cadre de l'Agenda 2000. Je puis vous donner un ordre de grandeur : 500 millions d'euros.

En ce qui concerne la contribution bilatérale de la Belgique, le montant engagé dans le programme 1995-1997 a été de 935 millions de francs belges. Cette enveloppe est utilisée dans le cadre de projets dans les secteurs de l'infrastructure, de l'agriculture, du développement rural, de la formation professionnelle et de la santé. Le nouveau programme de coopération est actuellement en préparation. Le montant de la nouvelle enveloppe sera décidé lors d'une commission mixte prévue pour février 2000. Ce programme sera axé sur la formation professionnelle, l'emploi et l'amélioration des conditions de vie dans les milieux ruraux et les petits centres urbains.

Entre 1990 et 1997, l'aide totale belge au développement public s'est élevée à 2,5 milliards de francs belges. Elle s'est surtout concentrée sur des projets dans le Sud marocain.

Louis Michel

Le Nord du pays, et plus particulièrement la province du Rif, est concerné par le problème de la drogue. A ce sujet, il est important de mentionner les efforts considérables de l'Union européenne en faveur de cette région. Actuellement, 8 milliards d'écus sont engagés spécifiquement dans le cadre de la ligne budgétaire "lutte contre la drogue". Il faut y ajouter 240 millions d'écus au titre du programme MEDA pour la période 1996-1999 pour des projets de développement économique et social des provinces du Nord. Cette région est une de celles qui mérite le plus notre attention. Je suis intimement persuadé que nous devons renforcer nos relations avec ce pays. Nous allons probablement approfondir nos relations bilatérales.

Le **président** : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Mondelinge vraag van de heer Ferdy Willems aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over "de Duitse militaire hulp aan Turkije" (nr. 624)

Question orale de M. Ferdy Willems au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "l'aide militaire allemande à la Turquie" (n° 624)

De heer **Ferdy Willems** (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ondanks de gunstige tekens die we uit Turkije krijgen, komt deze vraag op tijd.

U weet dat het Duitse ministerie van Defensie onlangs heeft toegegeven dat het Turkije wil helpen met de bouw van een militair chemisch laboratorium. Het zou om een louter defensieve taak gaan, maar in de praktijk verneemen we via de Duitse televisie dat het Turkse leger op 11 mei 1999 nog chemische wapens heeft ingezet tegen de Koerdische PKK. Hierbij zijn 20 Koerden omgebracht. Uit onderzoek van de universiteit blijkt dat de Turkse wapenkoppen door de Duitse bedrijven Buck en Depyfag zijn geleverd.

Vandaar mijn vragen, mijnheer de minister.

Bent u op de hoogte van de Duitse hulp bij de bouw van dit nieuw militair chemisch laboratorium ? Strookt deze Duits-Turkse samenwerking met de internationale en Europese verplichtingen voor ontwapening en wapenbeheersing, zeker wat chemische wapens betreft ? Kunt u zich nog verzetten tegen de Duitse hulp bij dit nieuw militair chemisch laboratorium ? Zo niet, waarom is dit niet opportuun ? Bent u ervan op de hoogte dat er op 11 mei 1999 chemische wapens zijn gebruikt tegen Koerdische PKK-rebellen, wat een inbreuk is op de VN-conventie voor chemische wapens door een kandidaat-lidstaat ? Hebt u als minister over deze inbreuk uw onvrede geuit bij de Turkse regering ? Zo ja, heeft de

Turkse regering hierop gereageerd ? Zo neen, gaat u nog reageren en waarom wel of niet ? Zult u als minister aandringen bij de internationale en Europese instanties waar Turkije ook bij betrokken is, om een onderzoek in te stellen bij dit gebruik van chemische wapens ?

Het is toch wel kras dat het hier gaat over wapens die geleverd werden door een Europese lidstaat aan een kandidaat-lidstaat. Bovendien is dit in strijd met de VN-conventie over chemische wapens. Dit is toch niet niks.

Minister **Louis Michel** : Mijnheer de voorzitter, collega, het klopt dat Turkije met hulp van Duitsland een nieuw militair chemisch laboratorium wil bouwen. Ook in Duitsland zorgde dit nieuws voor enige opschudding.

De Duitse regering verklaarde evenwel officieel dat het gaat over een lab dat zich zal bezighouden met de detectie van chemische stoffen en niet met de aanmaak ervan. Het laboratorium heeft dus een zuiver medisch, defensief karakter. Ook verklaarde de Duitse regering daarbij formeel dat er op geen enkel ogenblik sprake zou zijn van een inbreuk op de bepalingen van de VN-conventie inzake chemische wapens.

Ik heb dan ook geen enkele reden om de officiële verklaringen van de Duitse regering in twijfel te trekken en mijn Duitse collega hierover te interpellieren.

Wat uw vragen omtrent het gebruik van chemische wapens tegen de PKK op 11 mei 1999 betreft, kan ik enkel antwoorden dat dit mij onbekend is. Of het hierbij zou gaan over Duitse granaatkoppen, kan ik dus niet bevestigen noch ontkennen.

U zal het met mij eens zijn dat de huidige Duitse regering, en vooral de groene coalitiepartner, erop zal toezien dat alle conventies, verdragen en regels inzake wapenexport zeer strikt worden toegepast. Tot nog toe heb ik geen enkele reden om aan te nemen dat de Duitse regering hierover ter kwade trouw zou zijn. Toch zal ik mijn Duitse collega Fischer over deze problematiek ondervragen. Als ik enige twijfel in zijn verklaring zou voelen, dan zal ik een internationale onderzoeksinstantie steunen om helderheid in deze zaak te brengen.

De heer **Ferdy Willems** (VU&ID) : Mijnheer de minister, deze keer ben ik toch ontevreden over het gegeven antwoord. U schaaft zich achter het officiële standpunt, maar u kent evengoed het verschil tussen officiële en werkelijke waarheden.

Chemisch materiaal wordt hier in een duidelijk militaire context gebruikt. U kunt er zich voortaan niet meer achter verschuilen dat de zaak u onbekend is.

Ferdy Willems

Toch vind ik een straaltje hoop in uw antwoord. U zult namelijk toch een poging ondernemen om uw collega Fischer te ondervragen over deze zaak. Ik zou dan ook willen vragen of u ons op de hoogte houdt of uw interventie bij collega Fischer wat heeft opgeleverd.

M. Louis Michel, ministre : J'interviendrai auprès de mon collègue M. Fischer pour lui demander quelques éclaircissements quant aux assertions que vous faites. Je dois le rencontrer bientôt et je vous ferai part de sa réponse.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Pieter De Crem aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over "de toestand van de mensenrechten in Iran naar aanleiding van de veroordeling van Abdollah Nouri en de houding van de Belgische regering in deze aangelegenheid" (nr. 649)

Question orale de M. Pieter De Crem au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la situation en matière de droits de l'homme en Iran après la condamnation de Abdollah Nouri et sur la position du gouvernement belge à ce sujet" (n° 649)

De heer **Pieter De Crem** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mijn vraag gaat over een Iraanse problematiek. De Iraanse hervormer en voormalig minister Abdollah Nouri werd op 27 november jongstleden tot 5 jaar gevangenisstraf veroordeeld wegens zogezegde anti-fundamentalistische propaganda. Hij is uitgever en een van de belangrijkste medestanders van de hervormingsgezinde president Khatami en werd na zijn veroordeling, door een speciale rechtbank voor de geestelijkheid, naar de gevangenis gebracht. Dit betekent dat de gewezen minister allicht geen kandidaat meer kan zijn bij de parlementsverkiezingen in februari volgend jaar, temeer omdat hij geen beroepsprocedure kan aanvatten. Daarover had ik graag enkele vragen gesteld.

Volgt de minister de evolutie van dit dossier op ? Zijn de minister of het ministerie dus ingelicht over het gevolg dat gegeven wordt aan de veroordeling ? Oordeelt de regering dat we afzijdig kunnen blijven ? Is onze vertegenwoordiging in Teheran om uitleg gevraagd ? Is de regering van plan protest aan te tekenen in de verschillende gradaties waarover wij beschikken ? Is er over deze kwestie met de Iraanse vertegenwoordiging in België contact geweest ? Heeft men daarover gesprekken of briefwisseling gevoerd ? Is de minister op de hoogte van de toestand in de Iraanse gevangenen ? Daarover worden namelijk bijzonder onrustwekkende berichten

verspreid. We kennen allemaal de toestand in de gevangenen waar misdadigers van gemeenrecht en "gewetensmisdadigers" op dezelfde wijze behandeld worden. Dat is een bijzonder onrustwekkende evolutie.

Ik had van de minister ook graag gehoord hoe onze diplomatieke verhouding met Iran momenteel verloopt. Kan u ook een overzicht geven van de belangrijkste samenwerkings- en steunakkoorden met Iran ?

Minister Louis Michel : Mijnheer de voorzitter, mijnheer De Crem, ik verzeker u dat ik de toestand in Iran aandachtig volg, in het bijzonder wat de mensenrechten betreft. De veroordeling van ex-minister Nouri door een religieuze rechtbank illustreert andermaal dat de vooruitgang in Iran op het vlak van de mensenrechten en de rechtsstaat onder de hervormingsgezinde president Khatami bijzonder broos blijft. Deze vooruitgang krijgt heel wat tegenstand van de conservatieve krachten die nog steeds de repressiemechanismen in Iran controleren. Zoals u weet, is de politieke realiteit in Iran een weerspiegeling van een intense machtsstrijd tussen religieus geïnspireerde conservatieve krachten en hervormingsgezinde personen zoals president Khatami. De conservatieven laten geen gelegenheid voorbij gaan om het beleid van de president te ondermijnen.

Samen met de andere lidstaten van de EU meent België dat deze complexe interne toestand in Iran een omzichtige benadering vereist. De hervormingsgezinde tendensen verdienen zeker en vast onze steun en de EU-landen hebben hun bilaterale contacten met Iran sinds het aantreden van Khatami gevoelig opgevoerd. Ook de EU - meer bepaald de Trojka - onderhoudt op institutionele basis bilaterale consultaties met Iran. Deze benadering neemt evenwel niet weg dat België en de EU-landen een bijzonder grote waakzaamheid aan de dag blijven leggen op het vlak van de mensenrechten in Iran. De EU wijst de Iraanse autoriteiten geregeld op hun verplichtingen terzake. Zowel in de Algemene Vergadering als in commissie Mensenrechten van de VN steunen de EU-landen elk jaar een resolutie over de mensenrechten in Iran tot grote ergernis van de Iraanse regering. Ondanks de lichte verbetering van de toestand onder Khatami, hebben de EU-landen ook dit jaar resoluties ingediend over Iran omdat de situatie ter plaatse nog steeds te wensen overlaat. De EU-landen houden vast aan hun principes ondanks de verminderende internationale steun voor deze resoluties. Het thema mensenrechten komt ook aan de orde op de zesmaandelijks consultaties tussen de Trojka en Iran. Daarbij komen nog de stappen die de EU in Teheran rond dit thema onderneemt, zoals dit jaar in de zaak van de gearresteerde joden. De zaak-Nouri kwam ter sprake tijdens de meest recente ontmoeting tussen de Trojka en Iran die op 1 december in Helsinki plaatsvond. Ook tijdens de frequente bilaterale contacten nemen de

Louis Michel

Europese landen elke gelegenheid te baat om het thema mensenrechten aan te kaarten. Mijn onderhoud met de Iraanse minister van Buitenlandse Zaken op 20 september in New York ging hoofdzakelijk over dit thema.

Ik ben van plan om de zaak-Nouri ter sprake te brengen tijdens mijn eerstvolgende onderhoud met de Iraanse ambassadeur in België. Ik verzeker u dat onze ambassadeur in Teheran deze zaak op de voet volgt en mij uitvoerig inlicht. Daarnaast rapporteert hij ook de algemene mensenrechtensituatie in Iran, met inbegrip van de toestand in de gevangenissen. Het Belgisch beleid tegenover Iran ligt in de lijn van dat van de andere EU-landen. België meent dat de hervormingen in Iran voorzichtig aangemoedigd moeten worden. Het stimuleren van contacten kan hiertoe bijdragen. De EU is van oordeel dat een confrontatiepolitiek, zoals de VS wensen, in de Iraanse zaak contra-productief zou zijn en enkel de conservatieven in de kaart zou spelen. De constructievere houding, waarvoor de EU pleit, sluit bijzondere waakzaamheid inzake mensenrechten evenwel niet uit. Het belang dat Iran hecht aan goede betrekkingen met Europa - als tegengewicht voor de VS - geeft ons integendeel op dat vlak meer invloed dan men op het eerste gezicht zou denken.

De heer **Pieter De Crem** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn omstandig en bezorgd antwoord. Ik denk dat deze situatie bijzonder in het oog moet worden gehouden en ik steun de minister in zijn mening dat de confrontatiepolitiek, waarvoor de VS pleiten, niet productief is om lichte verbeteringen te bewerkstelligen.

Op mijn laatste vraag over concrete samenwerkings- en steunverbanden heb ik geen antwoord gekregen. Indien die informatie later toegestuurd wordt, heb ik daar geen enkel probleem mee. Ik dank de minister nogmaals voor zijn antwoord en hoop dat we als klein land toch onze duit in het zakje kunnen doen.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Question orale de Mme Claudine Drion au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les pays pour lesquels il y a impossibilité de renvoyer un étranger" (n° 688)

Mondelinge vraag van mevrouw Claudine Drion aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over "de landen waarnaar een vreemdeling niet kan worden teruggezonden" (nr. 688)

Mme **Claudine Drion** (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le président, monsieur le ministre, nous sommes à quelques semaines de l'entrée en vigueur de la loi sur la régularisation de certaines catégories d'étrangers et le projet de loi prévoit, dans son deuxième critère, de régulariser les étrangers ressortissants de pays dont la situation est telle qu'il est impossible de les y renvoyer. La liste de ces pays devrait être établie en concertation avec votre ministère puisque cela demande une connaissance des situations politiques concrètes et des risques encourus à rentrer dans de tels pays.

Pour pouvoir avancer à ce niveau, nous en tant que parlementaires, nous aimerions être informés davantage sur l'état d'avancement de la confection de cette liste. Nous entendons qu'il y a certains pays vers lesquels il est possible de renvoyer un étranger. Je m'interroge sur le cas de l'Angola, où la situation est bien connue.

Où en est la confection de cette liste ?

Sur quels critères le choix des pays a-t-il été réalisé ?

En quoi ces critères tiennent-ils compte du respect des droits humains, de l'Etat de droit, de la situation sociale du pays de manière globale ?

Comment cette liste sera-t-elle modifiée en fonction de l'actualité durant la procédure de régularisation ?

M. **Louis Michel**, ministre : Monsieur le président, madame, cette liste a effectivement été établie par la task force ad hoc en concertation avec mon ministère.

Quels sont les critères utilisés pour le choix des pays ? Les critères sont :

- d'abord, une situation générale et continue de guerre;
- le deuxième critère est la violation généralisée des droits de l'homme;
- le troisième critère est l'absence totale d'Etat de droit;
- le quatrième critère est que tous les autres critères se situent sur l'ensemble du territoire du pays concerné. Donc, il est à noter que, pour des pays où certaines régions seulement sont caractérisées par le genre de situations que je viens de décrire, il est également possible de faire valoir l'argument de non-renvoi pour autant que le demandeur puisse prouver qu'il est originaire d'une des régions touchées dans le pays.

Enfin, cette liste sera modifiée chaque fois que les services concernés de mon ministère - secteur géographique, secteur droits de l'homme, service asile/immigration -, faisant la coordination avec la task

Louis Michel

force, en feront la proposition sur la base de l'analyse des données qu'ils ont rassemblées et que se présentent effectivement des demandeurs de régularisation de la nationalité ou de la région concernée, puisqu'il y a cette distinction à faire.

Plus précisément, la liste comporte actuellement l'Angola, l'Afghanistan et le Sierra Leone.

En fait, le concept n'est pas neuf; le Commissariat général aux réfugiés l'applique déjà. Il s'agit alors d'un avis à l'Office des étrangers de ne pas expulser de fait, mais de tolérer la présence jusqu'à nouvel ordre (par exemple, l'amélioration de la situation).

Si vous voulez un exemple pour le point 2, la Somalie est un exemple d'un pays où le calme règne dans certaines régions, tandis que dans d'autres, la guerre civile continue. Idem pour la République démocratique du Congo.

Pour le troisième type de pays, la Tchétchénie est une République fédérée de la Fédération de Russie et ne se trouve donc pas sur la liste, car ce n'est pas un pays indépendant. Par ailleurs, il n'y a pas encore de demandeurs d'asile tchétchènes.

Le président : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Interpellatie van de heer Ferdie Willems tot de eerste minister over "zijn verklaring op de top van Istanbul de Belgische bijdrage aan de Organisatie voor veiligheid en samenwerking in Europa te verminderen" (nr. 188)

(Het antwoord zal worden verstrekt door de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken)

Interpellation de M. Ferdie Willems au premier ministre sur "la déclaration qu'il a faite au sommet d'Istanbul concernant son intention de réduire la contribution de la Belgique à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe" (n° 188)

(La réponse sera donnée par le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères)

De heer **Ferdie Willems** (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, ik wil eerst kort iets zeggen over deze commissie. Ik stel vast dat de resolutie van de heer Tastenhoye, waar ik het fundamenteel oneens mee ben, al een hele tijdlang heeft meegemaakt, net zoals de mijne. Ik heb gevraagd om mijn resolutie in verband met Öcalan dringend te behandelen, vermits die nu zeer actueel is. We gaan dat toch niet tot de Griekse kalender verwijzen ? Op die manier werkt een democratie niet. De mensen zijn hier niet, en men kan ze moeilijk oppakken en verplichten hier te zijn. Daarom stel ik voor dat men

die twee zaken de volgende keer eerst aan de agenda plaatst. Had men de resoluties vanmorgen eerst aan de agenda geplaatst, dan zouden ze er wel zijn doorgeraakt, want toen was men in aantal. Op deze manier heeft het geen zin.

De voorzitter : Ik weet dat vaak dezelfde leden aanwezig zijn, maar men mag de aanwezigen toch niet straffen.

De heer **Ferdie Willems** (VU&ID) : Nee, maar u begrijpt toch ook dat dit geen democratie is. Nogmaals, ik ben het oneens met de heer Tastenhoye, maar deze zaak moet kunnen worden behandeld.

De voorzitter : Dat vind ik ook. Als we niet in aantal zijn, is het ieders eigen verantwoordelijkheid.

De heer **Ferdie Willems** (VU&ID) : Dank u, voorzitter. Ik zal mijn vraag zeer kort houden. De eerste minister heeft naar aanleiding van de Top van Helsinki verklaard dat de OVSE haar begroting beter onder controle zou moeten houden. Hij vond dat de 3,55% van het budget dat België momenteel bijdraagt, beter kan worden verminderd tot 2,18%, zoals Canada voorstelde.

Zal België de norm uit dat Canadese voorstel volgen ? Heeft de eerste minister met het Canadese voorstel wel de garantie dat de OVSE haar begroting onder controle houdt ? Wat zijn de motieven voor een verminderde bijdrage ? Is dit ingebouwd in de nieuwe begroting ? Men stelt een verschuiving van middelen vast, van niet-militaire conflictpreventie naar harde bewapening. Soms zegt men dat Noorwegen en Denemarken nog minder krijgen in de OVSE, maar zij besteden veel meer aan ontwikkelingssamenwerking. Bovendien stel ik vast dat er voor NAVO-ingrepen in de Balkan heel veel geld is uitgegeven. Ik heb gelezen dat het over 2000 miljard zou gaan. Dat is een veelvoud van het bedrag dat aan de OVSE is gegeven. Zo kan men achteraf gemakkelijk zeggen dat de niet-militaire interventies mislukken. Ik ga er vanuit dat bij ons conflictpreventie op een niet-militaire manier prioritaire is en dat men met deze werkwijze net de andere kant uitgaat.

Minister **Louis Michel** : Mijnheer de voorzitter, collega, België vraagt sedert 1996 dat de schaal van de bijdragen opnieuw zou worden bekeken en dat deze zou worden aangepast aan de hand van objectieve criteria die in andere internationale organisaties van toepassing zijn. België neemt voor 3,55% deel aan de financiering van de OVSE-begroting. De grote landen leveren elk een bijdrage van 9%. Andere landen met dezelfde omvang als België leveren slechts 2,05%. De hoge bijdrage van België dateert van het begin van de Conferentie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (CVSE) in 1973.

Louis Michel

De omschakeling in 1994 van de CVSE tot de internationale organisatie OVSE ging gepaard met een aanzienlijke toename van de werkingskosten die voortkwamen uit het grote aantal nieuwe taken die aan de OVSE werden toevertrouwd.

De Belgische eisen betreffende een billijker verdeling van de financiële last zijn hierop gebaseerd. In oktober 1999 diende Canada een voorstel in dat stoelde op het beginsel van verdeling van de last op basis van het BNP van elke deelnemende Staat. Dat beginsel werd enigszins afgezwakt door de toepassing van een maximum bijdragepercentage voor Staten met het hoogste BNP, en een minimum bijdragepercentage voor de Staten waarvan het BNP moeilijk kan worden berekend. België had er geen moeite mee om zich achter het Canadese voorstel te scharen omdat de Canadese benadering veel punten van overeenkomst vertoonde met de Belgische benadering. In de slotverklaring van de Top van Istanbul kreeg de permanente raad van de OVSE de taak verder te onderhandelen over de herziening van de bijdrageschaal en de criteria voor de verdeling van de financieringskosten die in de toekomst in aanmerking dienen te worden genomen. Die werkzaamheden moeten het pad effenen voor een beslissing op de volgende OVSE-Ministerraad die in november of december 2000 zal plaatsvinden. De Canadese voorstellen zijn het uitgangspunt van de beraadslagingen. België hoopt zijn bijdragen terug te brengen tot 2,18%, waarover het geachte lid gewag maakt. Toch moet ik opmerken dat het Canadese voorstel verscheidene alternatieve mogelijkheden bevat en dat er nog wel één en ander in het werk moet worden gesteld om de grote betalers tot aanvaarding van een hogere bijdrage te bewegen. België houdt sterk vast aan het beginsel van een bijdrageschaal die berust op billijke verdeling van de financieringskosten, waarbij men uitgaat van de draagkracht van de deelnemende staten van de OVSE. Daarnaast streeft deze organisatie voor een beperking van de uitgaven door een streng uitgavenbeleid te voeren. Hierbij moet men voor ogen houden dat de internationale gemeenschap haar steeds meer operationele taken toevertrouwt, wat een onvermijdelijke stijging van het budget tot gevolg heeft.

De heer **Ferdie Willems** (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, uw redenering klopt niet. U verwijst naar andere landen die minder betalen, maar zij geven voor ontwikkelingssamenwerking veel meer. Men moet het geheel bekijken.

Bovendien is er een verschil tussen woorden en daden. De Belgische regering gaat er terecht vanuit dat conflictpreventie moet primeren en dat de militaire aspecten hierbij van secundair belang zijn. De regering zegt dat er vredelievende conflictpreventie moet worden geboden. De OVSE doet dit en precies daar gaan wij onze inspanningen verminderen. Dat lijkt mij niet logisch.

De **voorzitter** : Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

En conclusion de cette discussion, des motions ont été déposées.

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Ferdie Willems en luidt als volgt :

"De Kamer, gehoord de interpellatie van de heer Ferdie Willems

en het antwoord van de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken, vraagt de regering de Belgische bijdrage voor de OVSE op haar vroegere peil te handhaven."

Une motion de recommandation a été déposée par M. Ferdie Willems et est libellée comme suit :

"La Chambre, ayant entendu l'interpellation de M. Ferdie Willems

et la réponse du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, demande au gouvernement de maintenir la contribution belge à l'OSCE à son niveau antérieur."

Een eenvoudige motie werd ingediend door de dames Leen Laenens en Claudine Drion en de heren Yvon Harmegnies en Georges Clerfayt.

Une motion pure et simple a été déposée par Mmes Leen Laenens et Claudine Drion et MM. Yvon Harmegnies et Georges Clerfayt.

Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.

- *De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.25 uur.*

- *La réunion publique de commission est levée à 12.25 heures.*